

Entre inflation et guerre commerciale, le Japon tente de sortir de la crise



L'une des priorités du Japon est de sceller un accord commercial avec les États-Unis, pour éviter des droits de douane supplémentaires (photo d'illustration). (Crédits : Kim Kyung-Hoon)

Agathe Perrier

La Banque du Japon a laissé ses taux inchangés ce mardi, face aux incertitudes économiques du pays avivées par la guerre commerciale lancée par les États-Unis. Une situation qu'elle espère voir s'améliorer en atténuant le durcissement de sa politique de rachat de dette.

Après deux jours de réunion, le couperet est tombé : la Banque centrale du Japon (BoJ) a maintenu ce mardi son taux directeur inchangé, à 0,5 %. Un statu quo qui n'est pas une surprise tant la quatrième économie mondiale, déjà en peine, est fragilisée par l'offensive douanière de Donald Trump.

Si le président américain n'avait pas entamé une guerre commerciale avec le reste du monde depuis son retour à la Maison Blanche fin janvier, nul doute que la BoJ aurait de nouveau augmenté son taux directeur, à contre-courant de la plupart des autres grandes banques centrales — américaine

(Fed) et européenne (BCE) en tête. Car le pays fait face à une inflation constante depuis deux ans et demi, que l'institution monétaire a tenté de calmer en resserrant ses taux à partir de mars 2024, après dix ans de politique monétaire ultra-accommodante. Elle les a relevés par deux fois l'an dernier, puis encore en janvier, avant de mettre cette politique sur pause depuis l'assaut américain.

□ Négocier avec l'allié américain

L'une des priorités du Japon est de sceller un accord commercial avec les États-Unis, pour éviter les 24 % de droits de douane « réciproques » supplémentaires qui planent au-dessus de la péninsule et qui pourraient tomber début juillet. Comme la plupart des autres pays du monde, il a déjà vu son allié américain lui imposer 10 % de plus sur les droits de douane de base, ainsi que des augmentations de 25 % sur certains produits comme les voitures, l'acier et l'aluminium.





Le Premier ministre japonais, Shigeru Ishiba, a déclaré vendredi dernier qu'il s'était mis d'accord avec Donald Trump, lors d'un appel téléphonique, pour « **accélérer** » les discussions sur ce sujet. Les deux dirigeants devaient avancer sur la question à l'occasion d'une rencontre ce début de semaine en marge du sommet du G7 au Canada. Mais le président américain l'a quitté prématurément ce mardi, sans que le rendez-vous n'est a priori eu lieu.

☒ Notre dernière actualité. **Droits de douane : les États-Unis et le Japon n'ont toujours pas conclu d'accord**

Les deux pays sont pour le moment encore très éloignés de parvenir à un accord. Le Japon reste catégorique sur le fait que tous les droits de douane annoncés par Donald Trump doivent être supprimés. Il souffre fortement des taxes sur l'automobile puisque environ 8 % des emplois japonais sont liés à ce secteur. Le pays est également le deuxième producteur et exportateur d'acier au monde, avec une large part — 2 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros) en 2024 — vendue aux États-Unis.

Le Japon dispose néanmoins d'atouts pour ces négociations. C'est l'un des plus gros investisseurs étrangers outre-Atlantique — il était même le premier en 2023. Et il détient une grande part de la dette américaine.

☐ **Contre l'inflation, relancer la consommation**

Autre enjeu de taille pour le Japon : baisser l'inflation. Elle a atteint +3,5 % sur un an en avril, soit son plus haut niveau depuis janvier 2023, selon les dernières données officielles. Cette progression est notamment illustrée par un quasi-doublement des prix du riz, céréale très consommée dans le pays (+98,4 % sur un an en avril, un record). Une flambée qui ne découle pas d'un seul, mais de plusieurs facteurs.

Cette situation est d'autant plus déstabilisante pour l'archipel qu'il a longtemps été englué dans une inflation nulle, voire négative. Le changement a commencé à s'observer à partir d'avril 2022. Depuis, l'indice des prix à la consommation hors produits frais reste systématiquement au-dessus de l'objectif fixé par la Banque du Japon (+2 %). Cette persistance de

l'inflation contribue à éroder le pouvoir d'achat et pèse sur les dépenses des ménages nippons, malgré un récent sursaut de ces dernières. Or, la consommation privée est un pilier du PIB national.

Dans ce contexte général, la BoJ a revu à la baisse ses prévisions de croissance au début du mois de mai. Elle ne table plus que sur une hausse du produit intérieur brut (PIB) japonais de +0,5 % en 2025, contre +1,1 % prévu précédemment — et de +0,7 % en 2026, contre +1,1 % également attendu jusqu'alors. Ce, alors que l'économie japonaise a déjà tourné au ralenti en 2024.

☐ **Faire preuve de souplesse**

La BoJ s'affiche néanmoins confiante sur sa capacité à endiguer la crise. « **Des conditions financières accommodantes devraient apporter un soutien** » à l'économie japonaise, a expliqué l'institution ce mardi. Outre la pause sur ses taux, elle a donc annoncé une atténuation du durcissement de sa politique de rachat de dette, afin d'apaiser les tensions sur le marché obligataire.

Concrètement, au lieu de racheter 400 milliards de yens (2,39 milliards d'euros) par trimestre comme c'est le cas actuellement (et depuis août), elle passera à « **environ 200 milliards de yens par trimestre** » (1,2 milliard d'euros) à partir d'avril 2026. Objectif : « **Éviter la possibilité d'une volatilité anormale sur le marché des obligations souveraines, qui aurait pénalisé l'économie** », a justifié devant la presse le gouverneur de la BoJ, Kazuo Ueda.

Le temps que la situation s'améliore, la BoJ pourrait attendre jusqu'à 2026 pour reprendre ses hausses de taux. Ou avant, selon certains analystes. « **Nous prévoyons que la demande intérieure restera solide et que la conjoncture pourrait s'améliorer au point que la BoJ pourrait envisager de remonter ses taux** » dès le second semestre 2025, « **car elle reste déterminée à normaliser sa politique monétaire** », considère Katsutoshi Inadome, analyste de SuMiTRUST. Et Stefan Angrick, de Moody's Analytics, d'ajouter : « **La BoJ a adopté un ton prudent mais équilibré (...) le message sous-jacent est qu'un resserrement monétaire serait approprié si l'incertitude élevée n'assombrissait pas les perspectives** ». ■

